



Le devoir d'agir

Le Bulletin Economique Algérien de Jil Jadid

2^{ème} semestre 2025

Bulletin semestriel résumant les principaux indicateurs et faits marquants de l'économie et des entreprises algériennes, édité par le **Conseil Scientifique de Jil Jadid**

Tables des matières

Remerciements	4
----------------------------	----------

Préambule	5
------------------------	----------

Macroéconomie	7
----------------------------	----------

PIB.....	7
Croissance du PIB	7
PIB par habitant	8
Croissance du PIB par habitant	8
Indice des prix à la consommation.....	9
Taux d'inflation	9
Taux de chômage	9

Finance	11
----------------------	-----------

Balance courante	11
Dette publique	11
Dette extérieure.....	11
Importation de biens et services	12
Exportation de biens et services	12
Réserves de change	13
Taux de change	13

Energie	15
----------------------	-----------

Production de Pétrole.....	15
Prix du pétrole	15
Consommation d'énergie	16

Numérique	17
------------------------	-----------

Abonnements aux services d'accès haut débit sur ligne fixe	18
Utilisateurs d'internet	18
Débit internet.....	19
Investissements dans le numérique.....	19
Les Start-up en Algérie.....	20

Agriculture	21
--------------------------	-----------

Terres agricoles en KM²	21
Terres agricoles par habitant en Hectare.....	21
Pluviométrie.....	22

Santé et population24

Population.....	24
Croissance de la population	24
Taux de participation à la population active	25
Taux de participation à la population active, femmes	25
Croissance de la population rurale.....	26
Population urbaine	26
Espérance de vie	27
Taux de fertilité.....	27
Indice de développement humain	27
Pyramide des âges	28

Remerciements

Nous profitons de ce numéro du bulletin économique pour adresser nos remerciements les plus chaleureux au **Dr Soufiane Djilali** qui était à l'initiative de cette note de conjoncture, et qui a quitté la présidence du parti Jil Jadid en septembre 2025.

Préambule

L'économie algérienne en 2025 présente une dynamique contrastée. La croissance se maintient, portée par le secteur des hydrocarbures et des hors hydrocarbures, mais des vulnérabilités persistent, notamment en ce qui concerne les équilibres budgétaires et extérieurs.

Analyse de la Croissance

- **Croissance du PIB** : Le PIB a progressé de 4,1 % au premier semestre 2025, un rythme similaire à celui des années précédentes. Le secteur des hydrocarbures est le principal moteur de cette croissance, avec une expansion de 5,3 %.
- **Secteurs d'activité** : L'investissement continue de stimuler l'activité économique, avec une croissance de 13,2 % au premier semestre. La consommation privée reste également un facteur de soutien, bien que son rythme de progression ait légèrement ralenti. Le secteur des services, en particulier l'hôtellerie-restauration et le commerce, bénéficie de cette dynamique.
- **Hydrocarbures** : En 2025, la production de pétrole brut a connu une légère augmentation (+0,9 %) en raison de l'ajustement des quotas de l'OPEP. Cependant, les exportations de gaz ont diminué, ce qui a pesé sur les recettes d'hydrocarbures.

Équilibres Extérieurs

- **Balance commerciale** : Le déficit du compte courant s'est creusé pour atteindre 10,5 milliards USD au premier semestre 2025, contre 2,9 milliards USD en 2024. Cette détérioration est due à la baisse des exportations d'hydrocarbures et à la forte augmentation des importations, stimulées par l'investissement.
- **Réserves de change** : Les réserves de change ont augmenté malgré les tensions sur les dépenses, et reste sur une couverture de 15 mois d'importations.

Finances Publiques

- **Déficit budgétaire** : Le déficit budgétaire s'est creusé en 2024, atteignant 13,8 % du PIB, contre 5,5 % en 2023. Cette augmentation est principalement due à la baisse des recettes d'hydrocarbures.
- **Dettes publiques** : La dette publique reste sous la barre des 50 % du PIB, avec une légère diminution par rapport à 2024. Depuis 2016, la dette est en croissance continue, principalement due à des lois de finances successives particulièrement gourmandes en dépenses.

Inflation et Politique Monétaire

- **Inflation** : L'inflation a ralenti à 1,5 % au cours des neuf premiers mois de 2025, grâce à la baisse des prix alimentaires.

- **Politique monétaire** : La Banque d'Algérie a abaissé son taux directeur à 2,75 % et le taux de réserve obligatoire à 2 %.

Perspectives et Recommandations

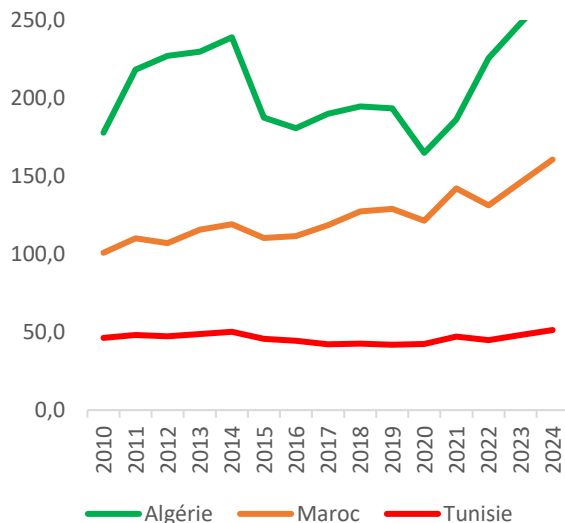
- **Croissance** : La croissance devrait se maintenir à un niveau satisfaisant en 2026, mais les déséquilibres extérieurs et budgétaires pourraient freiner son potentiel à moyen terme.
- **Défis** : La dépendance aux hydrocarbures reste un défi majeur. La volatilité des prix du pétrole et du gaz, ainsi que les efforts mondiaux de décarbonation, pourraient peser sur les perspectives économiques.
- **Recommandations** :
 - Diversification économique : Il est essentiel de poursuivre les efforts de diversification de l'économie, en soutenant les secteurs porteurs et en améliorant l'environnement des affaires.
 - Maîtrise des finances publiques : Une gestion rigoureuse des finances publiques est nécessaire pour réduire le déficit budgétaire et stabiliser la dette publique.
 - Adaptation au changement climatique : L'intégration des considérations climatiques dans les politiques publiques est cruciale pour assurer un développement durable.

Conclusion

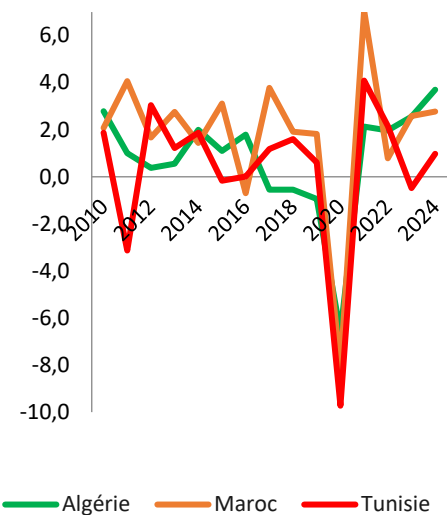
L'économie algérienne en 2025 présente des signes de dynamisme, mais les défis structurels persistent. Une politique économique prudente et des réformes ambitieuses sont nécessaires pour assurer une croissance durable et inclusive.

Macroéconomie

PIB en Milliards \$ (source Banque Mondiale)



Croissance du PIB (prix constants) en % (sources ONS et Banque Mondiale)



Depuis 2019, l'économie algérienne a enregistré une reprise progressive après le choc pétrolier de 2014-2016 et les perturbations de la crise COVID19. Selon la Banque mondiale, la croissance du PIB nominal a atteint 3,4 % en 2025, soutenue par la remontée des investissements publics et une expansion de la demande intérieure. En 2024, la croissance s'établissait à 3,7% (Banque mondiale, *Global Economic Prospects* 2025).

Le FMI, dans sa mise à jour d'octobre 2025, estime la croissance de 2026 à 2,9 %, cohérente avec la tendance à l'essoufflement de l'élan postpandémie. La progression des secteurs hors hydrocarbures demeure encourageante, avec une croissance estimée à environ 5,3 % en 2025, la croissance du PIB en volume durant le deuxième trimestre 2025 a été particulièrement portée par plusieurs secteurs clés selon l'ONS : l'industrie (+6,4 %), le commerce (+6,7 %), l'agriculture (+4,5 %) ainsi que le secteur de l'électricité et du gaz (+9,7 %).

Prévisions 2026

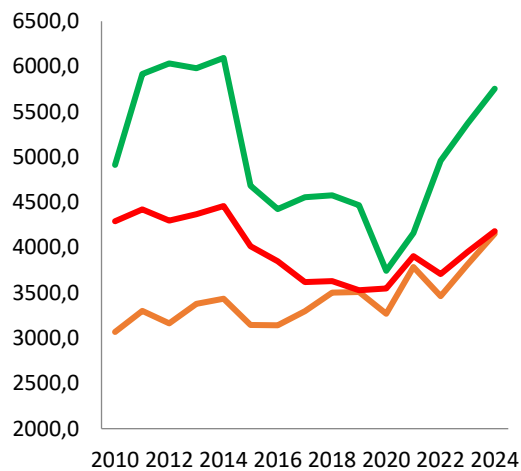
Les perspectives pour 2026 indiquent une croissance modérée mais stable grâce aux investissements publics, à la reprise des services et à la politique budgétaire toujours accommodante.

Dépendance aux hydrocarbures et diversification

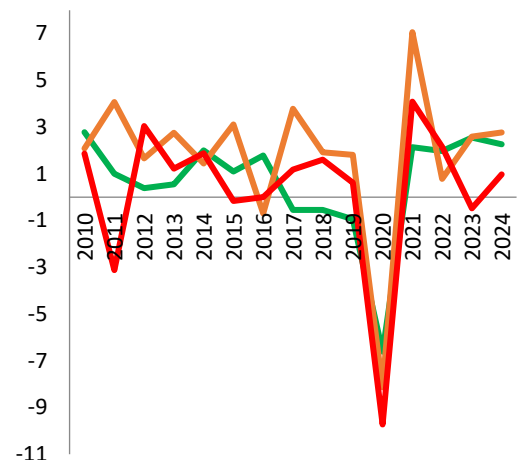
L'économie demeure fortement liée aux hydrocarbures, qui représentent toujours plus de 90 % des exportations et près de 40 % des recettes budgétaires (Banque d'Algérie, Rapport 2023). Les secteurs non pétroliers poursuivent leur croissance, mais leur contribution reste insuffisante pour réduire la vulnérabilité globale.

Pour renforcer sa résilience, l'Algérie doit répondre à plusieurs défis, déjà soulignés par la Banque mondiale et les institutions nationales :

- Accélérer les réformes structurelles à travers la rationalisation de la gouvernance économique, une transparence budgétaire, une réforme des entreprises publiques et une modernisation du secteur financier.
- Améliorer significativement le climat des affaires à travers la simplification administrative et la sécurisation juridique des investisseurs.
- Attirer davantage d'investissements privés étrangers hors hydrocarbures.
- Réduire la dépendance aux fluctuations pétrolières en sanctuarisant le FRR (Fond de Régulation des Recettes). Les réserves de change sont vulnérables devant le creusement du déficit de la balance commerciale (notamment avec la Chine) et la dépréciation des actifs constitués en devises.
- Dynamiser les secteurs productifs en encourageant les exportations hors hydrocarbures et en poursuivant la modernisation des infrastructures logistiques et énergétiques.



— Algérie — Maroc — Tunisie



— Algérie — Maroc — Tunisie

En 2024, le PIB par habitant de l'Algérie est estimé à environ 5 700 à 5 750 USD, en progression par rapport à \approx 5 360 USD en 2023, selon les données les plus récentes de la Banque mondiale et du FMI. Cette hausse s'explique par une croissance économique qui demeure supérieure à la croissance démographique, permettant une amélioration faciale du revenu moyen par habitant. Cependant, l'inflation difficilement mesurable demeure un facteur d'atténuation.

Ajusté en parité de pouvoir d'achat (PPA), le PIB par habitant algérien est évalué entre 13 500 et 14 000 USD en 2024, un niveau globalement stable dans la période récente. Entre 2021 et 2024, le PIB par habitant en PPA a évolué dans une fourchette de 13 000 à 14 000 USD, traduisant une reprise graduelle après la contraction de 2020 liée à la pandémie.

Cette stabilité s'explique par une croissance économique modérée, encore largement tirée par les hydrocarbures, tandis que la diversification hors énergie progresse mais reste limitée.

Pression démographique : un facteur qui s'atténue... mais reste très fort

Un point essentiel des évolutions récentes est la transition démographique. Le taux de croissance de la population ralentit, selon les séries publiées par l'ONS et les estimations internationales (Banque Mondiale/FMI). Toutefois, la pression démographique demeure élevée en raison :

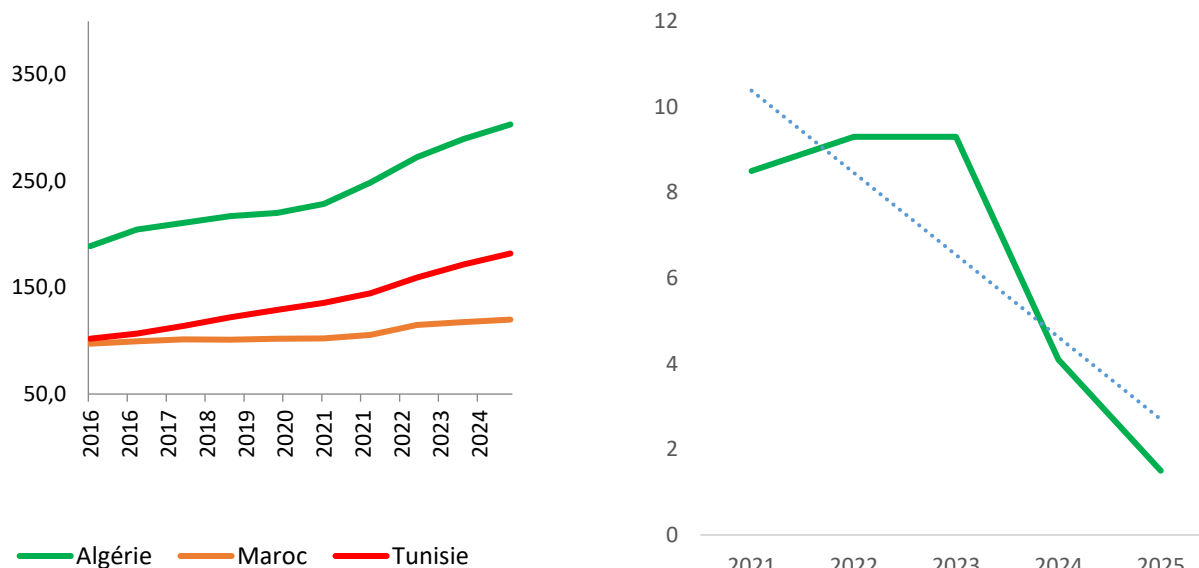
- D'une population encore jeune ;
- D'un marché du travail sous tension ;
- D'une capacité d'absorption économique limitée ;
- D'un besoin structurel d'emploi nettement supérieur à la création réelle.

Même si la dynamique démographique s'atténue progressivement, le rythme de croissance de la population continue d'exercer une pression notable sur le PIB par habitant, sur les infrastructures, sur les finances publiques et sur l'emploi. Autrement dit, l'amélioration du revenu moyen reste fragile tant que la croissance économique ne dépasse que faiblement la croissance de la population.

Indicateurs sociaux : IDH et inclusion

Selon les dernières données du PNUD, l'Algérie présente un Indice de Développement Humain (IDH) de 0,763, la classant dans la catégorie « élevé ». Cet indicateur reflète des progrès continus en santé (espérance de vie en hausse), un accès généralisé à l'éducation, mais aussi des défis persistants :

- Chômage structurel élevé ;
- Gouvernance à rationaliser ;
- Faible inclusion économique des jeunes et des femmes ;
- Dépendance aux secteurs peu créateurs d'emplois.



En 2024, l'Algérie a enregistré un recul de l'inflation, marquant un retour progressif vers une plus grande stabilité des prix après les tensions de 2022-2023. Selon les dernières données concordantes du FMI, de la Banque mondiale et des publications statistiques nationales, l'inflation annuelle moyenne s'est établie autour de 4 % à 4,5 % en 2024, contre des niveaux nettement plus élevés l'année précédente.

Les données de fin d'année confirment cette tendance :

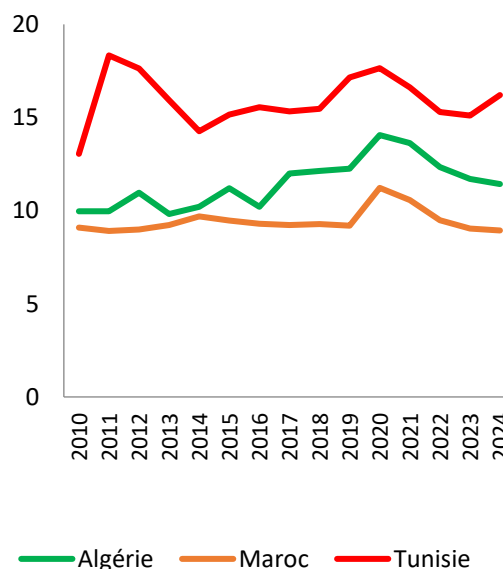
Le taux d'inflation en glissement annuel (décembre 2024 vs décembre 2023) est estimé à environ 3 % à 3,5 %, soit un retour marqué par rapport aux niveaux de 7 % – 8 % fin 2023. Cette décline reflète la normalisation des marchés mondiaux de matières premières, la stabilisation relative du dinar et les mesures administrées encadrant les prix de plusieurs produits essentiels.

Malgré cette amélioration notable, les institutions internationales soulignent que la désinflation en Algérie reste largement dépendante :

- Des recettes hydrocarbures, qui permettent de financer les subventions implicites et explicites ;
- Du contrôle étatique des prix et de la distribution ;
- De politiques monétaires et budgétaires très interventionnistes.

Cela pose la question de la durabilité de la baisse de l'inflation en cas de choc externe, notamment une baisse prolongée des prix du pétrole ou une dépréciation du dinar.

Taux de chômage en % de la population (source Banque Mondiale)



En 2024, le taux de chômage en Algérie s'est établi à environ 9,7 % officielles de la population active selon les résultats révisés de l'enquête « Activité, Emploi et Chômage » de l'Office national des statistiques (ONS), conformes aux standards du Bureau International du Travail (BIT). Ce niveau marque une baisse par rapport aux estimations initiales publiées en octobre 2024 (12,7 %), révision expliquée par la prise en compte des emplois créés en fin d'année, l'ajustement de l'emploi informel et l'amélioration de la qualité des réponses à l'enquête.

Selon les données internationales cohérentes de la Banque Mondiale et de l'OIT, le taux de chômage annuel de l'Algérie en 2024 est estimé entre 11,4 % et 11,5 %, reflétant des différences méthodologiques entre estimations nationales et bases internationales harmonisées. Le FMI, dans ses consultations au titre de l'article IV, confirme une tendance structurellement orientée à la baisse du chômage depuis 2021, bien que le marché du travail reste sous tension. Malgré cette amélioration, le chômage demeure marqué par de fortes disparités sociodémographiques. Les jeunes âgés de 16 à 24 ans restent les plus affectés, avec un taux de chômage avoisinant 29 %, tandis que le chômage féminin demeure particulièrement élevé, autour de 25 %, contre environ 9 % chez les hommes. Ces écarts s'expliquent notamment par un faible taux de participation des femmes au marché du travail, estimé à 19,2 %, contre 63,9 % pour les hommes. En réponse à ces défis, les pouvoirs publics algériens ont poursuivi en 2024 plusieurs politiques actives de l'emploi, notamment le renforcement des dispositifs de formation professionnelle, le soutien à l'entrepreneuriat, ainsi que la généralisation de l'allocation chômage, considérée comme un mécanisme d'accompagnement vers l'emploi formel. Selon l'ONS, environ 450 000 emplois ont été créés en 2024, malgré une persistance notable de l'emploi informel. Néanmoins, les institutions nationales et internationales soulignent que la situation du marché du travail en Algérie demeure structurellement fragile. L'amélioration durable de l'emploi nécessite des efforts continus en matière de diversification économique, d'adéquation formation-emploi et d'intégration accrue des jeunes et des femmes, afin de soutenir la croissance et d'élargir l'accès à l'emploi formel à moyen terme.

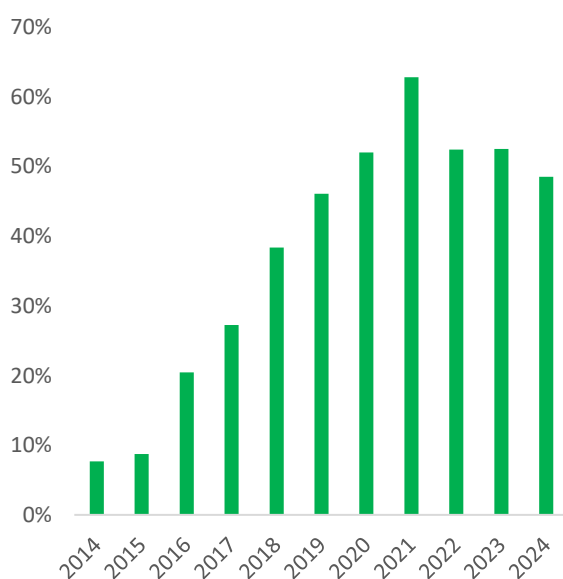
Finance

Balance courante en Milliards \$ (sources Banque d'Algérie et Banque Mondiale)



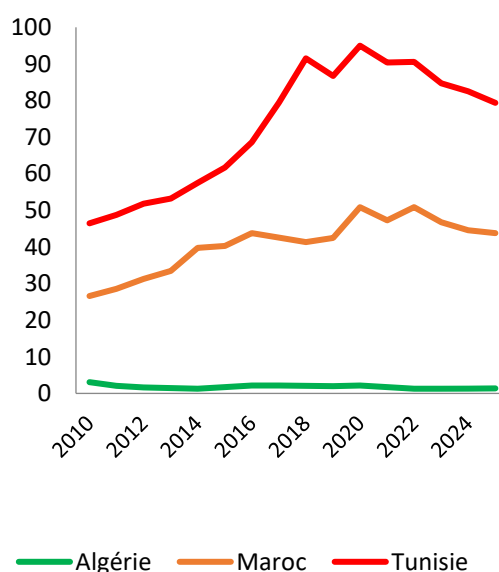
La balance courante de l'Algérie accentue son déclin marquant la fin de l'excédent conjoncturel enregistré entre 2021 et 2023. Le nouveau graphique confirme un retournement rapide après le pic exceptionnel de 2022, directement lié à l'essoufflement des recettes d'hydrocarbures et au maintien d'un niveau élevé d'importations. Cette évolution souligne le caractère non structurel des excédents récents, entièrement dépendants des prix énergétiques. En l'absence de diversification des exportations et de maîtrise durable des importations, l'économie algérienne reste exposée aux chocs externes. Le retour au déficit réduit les marges de manœuvre extérieures et renforce la pression sur les réserves de change, confirmant une vulnérabilité macroéconomique persistante malgré une croissance interne modérée.

Dettes publiques en % du PIB (source Banque Mondiale)



En 2025, la dette publique de l'Algérie avoisine 50 % du PIB, après une décennie de hausse quasi continue. Le nouveau graphique montre une

Dettes extérieures en % du PIB (source Banque Mondiale)



En 2024-2025, la dette extérieure de l'Algérie reste exceptionnellement faible, autour de 1-2 % du PIB, très en deçà du Maroc et surtout de la Tunisie,

stabilisation relative depuis 2022, mais à un niveau historiquement élevé pour le pays.

Cette trajectoire est le résultat d'une politique budgétaire expansive, financée quasi exclusivement par la dette intérieure. L'absence de dette extérieure limite le risque immédiat de crise financière, mais transfère la contrainte vers l'économie domestique (liquidité bancaire, financement de l'investissement privé). La soutenabilité actuelle repose davantage sur les hydrocarbures que sur des réformes structurelles.

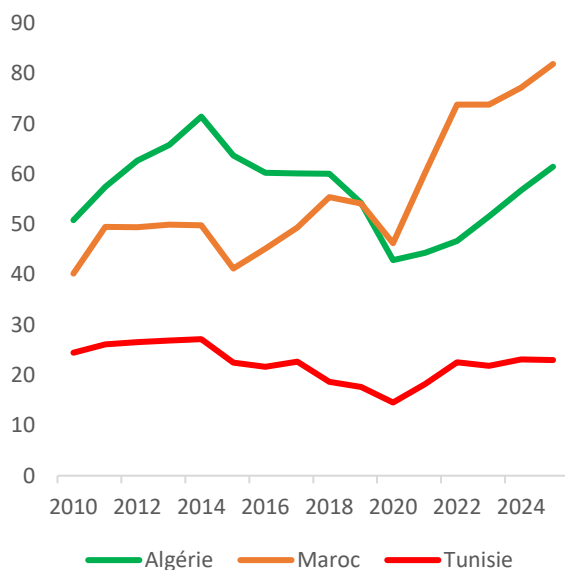
Sans diversification des recettes publiques ni réduction durable des déficits, une baisse prolongée des revenus énergétiques pourrait rapidement rompre l'équilibre budgétaire, forçant un recours accru à l'endettement ou à des ajustements budgétaires socialement sensibles.

dont l'endettement externe dépasse largement 40 % et 80 % du PIB. Le graphique confirme une stabilité quasi totale sur quinze ans.

Ce choix traduit une stratégie assumée de souveraineté financière, fondée sur le refus de l'endettement extérieur et la dépendance au financement interne. S'il réduit les risques de change et de dépendance aux bailleurs internationaux, il repose essentiellement sur la mobilisation des ressources domestiques (entreprises publiques, système bancaire, financement monétaire).

Cette posture protège à court terme, mais limite l'accès à des financements concessionnels susceptibles de soutenir l'investissement productif et la transition économique. Sans diversification des sources de financement et sans réformes structurelles, la faiblesse de la dette extérieure apparaît davantage comme un choix défensif que comme un indicateur de solidité économique durable.

Importation de biens et services en Milliards \$ (source FMI)

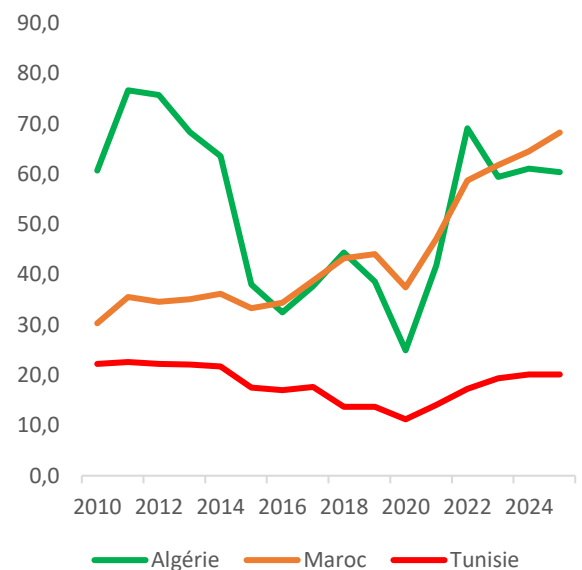


En 2024–2025, les importations de biens et services de l'Algérie poursuivent leur hausse, atteignant environ 56,7 Mds USD en 2024 et près de 61,4 Mds USD en 2025. Le graphique montre un net rebond après le creux de 2020, traduisant une dépendance persistante à l'offre extérieure.

Cette dynamique reflète une demande intérieure soutenue et une structure productive nationale encore insuffisante pour répondre aux besoins du marché, notamment en produits alimentaires, industriels et technologiques. Malgré les discours en faveur de la substitution aux importations, les résultats restent limités à l'échelle macroéconomique.

La progression continue des importations alimente les déséquilibres extérieurs et réduit l'efficacité des politiques de souveraineté économique. Sans une politique industrielle cohérente, ciblée et durable, la dépendance extérieure de l'Algérie restera un frein majeur à la stabilisation de la balance courante et à la résilience économique.

Exportation de biens et services en Milliards \$ (source FMI)

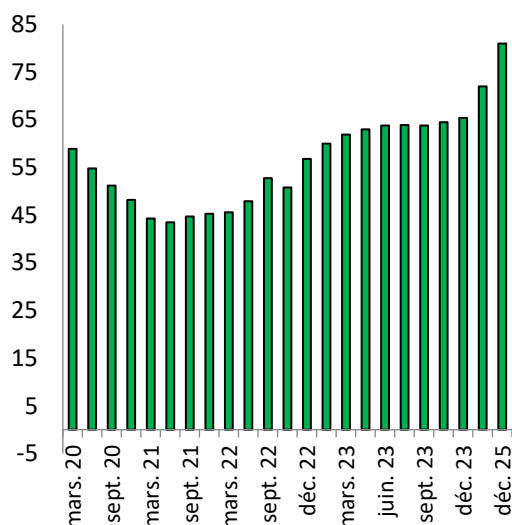


En 2023, les exportations hors hydrocarbures de l'Algérie ont atteint 5,1 Mds USD ($\approx 2\%$ du PIB), avant de reculer légèrement en 2024, confirmant leur fragilité structurelle. Le graphique illustre une trajectoire erratique, très inférieure à celle du voisin marocain, dont les exportations reposent sur une base industrielle plus diversifiée et intégrée.

La progression récente reste concentrée sur quelques produits peu transformés, sans montée en gamme ni insertion durable dans les chaînes de valeur. La baisse de 2024 révèle les limites d'un modèle encore dépendant de soutiens administratifs plus que de compétitivité réelle.

L'objectif de 29 Mds USD d'exportations hors hydrocarbures d'ici 2030 apparaît, en l'état, hautement irréaliste sans rupture industrielle, logistique et institutionnelle profonde. Faute de ces réformes, la faiblesse des exportations non énergétiques continuera de constituer le principal verrou de l'équilibre extérieur algérien.

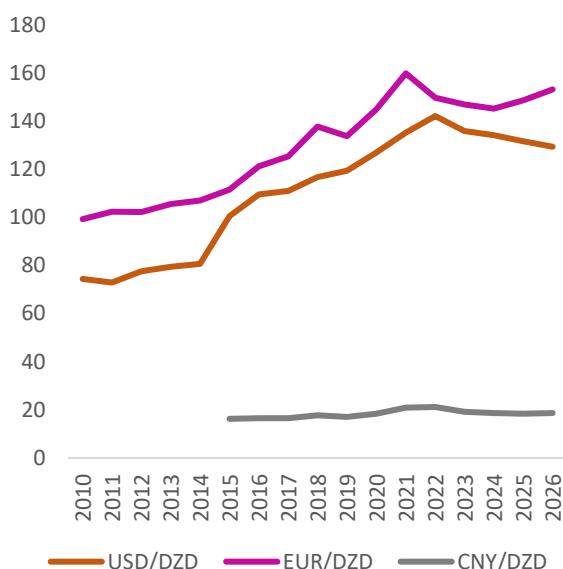
Réserves de change en Milliards \$ (source Banque d'Algérie)



En 2025, le réserves de change de l'Algérie atteignent 81 Mds USD, contre 72 Mds USD fin 2024, et 65 Mds USD fin 2023, selon la Banque d'Algérie. Le graphique montre une reconstitution progressive et continue depuis 2021, assurant une couverture d'environ 15 mois d'importations. Ce niveau offre une marge de sécurité appréciable face aux chocs externes et contribue à la stabilité macroéconomique et monétaire. Toutefois, cette amélioration repose essentiellement sur les recettes exceptionnelles des hydrocarbures, sans changement structurel majeur du modèle économique.

La solidité actuelle des réserves demeure conjoncturelle. En l'absence de diversification des exportations et de maîtrise durable des importations, toute baisse prolongée des revenus énergétiques pourrait rapidement inverser la trajectoire, réexposant l'économie aux vulnérabilités externes.

Taux de change (source Banque d'Algérie)



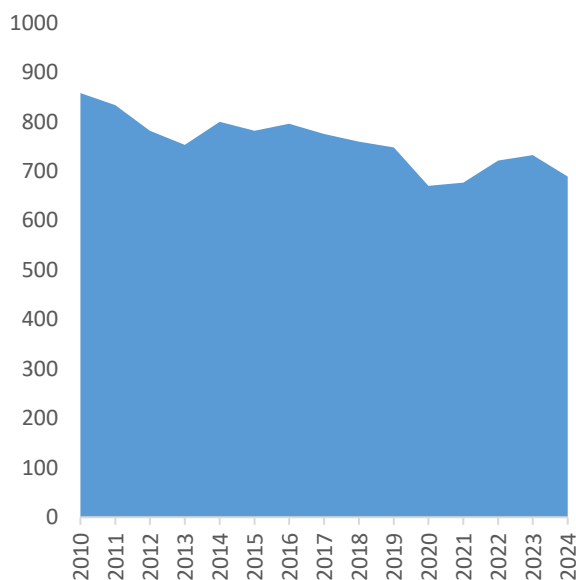
La dépréciation du dinar algérien en 2025 n'est ni accidentelle ni incontrôlée : elle est le résultat d'un choix politique implicite. Les autorités privilégient un ajustement graduel du taux de change officiel pour absorber les déséquilibres externes sans provoquer de choc macroéconomique brutal. Le graphique confirme une trajectoire longue de dévalorisation, y compris durant les périodes de reconstitution des réserves, ce qui indique que le problème n'est pas conjoncturel mais structurel.

La pression sur le dinar ne vient pas d'un manque immédiat de devises, les réserves restent confortables, mais de l'incapacité du modèle économique à en générer durablement hors hydrocarbures. L'économie algérienne importe structurellement plus qu'elle n'exporte, tandis que le régime de change administré limite l'accès officiel aux devises. Cette contrainte alimente mécaniquement le marché parallèle, qui joue désormais un rôle d'amortisseur informel, mais au prix de distorsions majeures (inflation importée, arbitrages, perte de crédibilité monétaire).

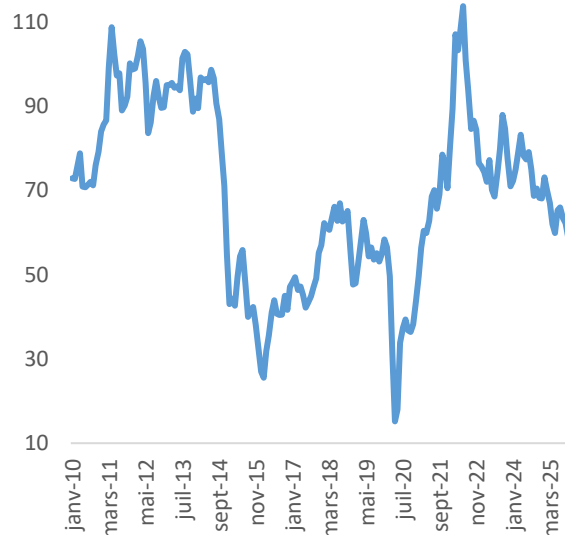
Le dinar est aujourd'hui une variable d'ajustement silencieuse d'un modèle économique non réformé. Tant que la diversification productive, l'ouverture maîtrisée du marché des changes et la montée en puissance des exportations hors hydrocarbures ne seront pas effectives, toute stabilité restera artificielle. La question n'est donc pas de savoir si le dinar va se déprécier davantage, mais combien de temps l'État pourra contenir les tensions sans réforme structurelle du régime économique et monétaire.

Energie

Production de Pétrole en Térajoules (source Energy Institute)



Prix du pétrole en \$ (sources OPEP et EIA)



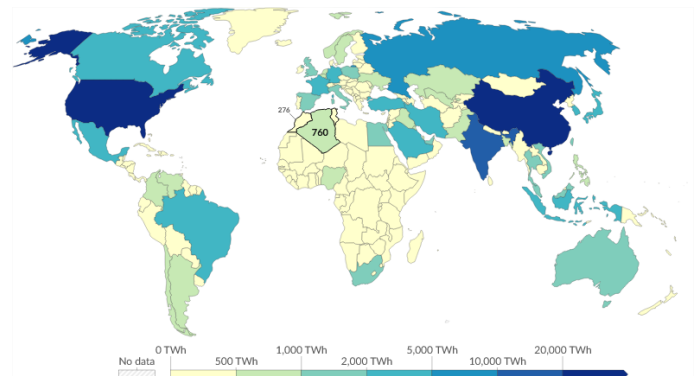
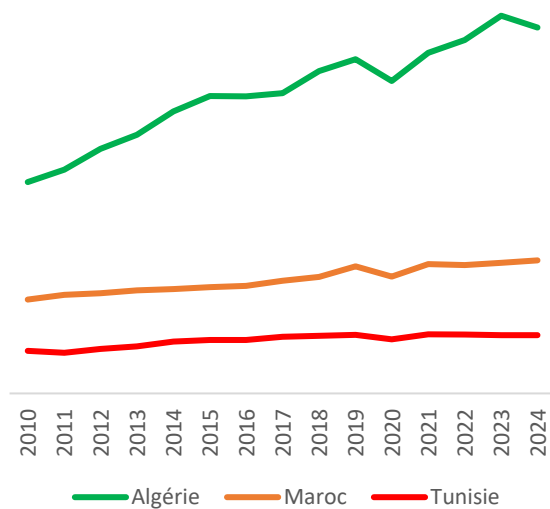
En 2025, le secteur des hydrocarbures en Algérie a évolué dans un contexte de prix internationaux modérément favorables, mais marqué par la poursuite des contraintes de production liées aux accords OPEP+. La production de pétrole brut s'est établie autour de 880 000 à 900 000 barils par jour en moyenne, confirmant une stagnation à la baisse par rapport à 2024.

Le prix moyen du pétrole brut algérien s'est situé dans une fourchette de 77 à 82 dollars le baril, au-dessus du prix de référence budgétaire retenu dans la loi de finances (70 USD), mais en deçà du niveau nécessaire à l'équilibre budgétaire, estimé entre 100 et 110 dollars le baril.

La production commercialisée d'hydrocarbures est restée globalement stable, autour de 125 à 130 millions de tonnes équivalent pétrole, soutenue par la mise en production progressive de nouvelles découvertes de Sonatrach et par les investissements dans le gaz.

Les exportations d'hydrocarbures ont généré entre 32 et 36 milliards de dollars de recettes en 2025, tandis que la fiscalité pétrolière a continué de constituer la principale source de financement du budget de l'État, confirmant la dépendance structurelle des finances publiques au secteur.

Face à ces enjeux, les autorités ont poursuivi les efforts de diversification énergétique, de modernisation des infrastructures et de développement de la transformation locale, notamment dans le gaz, la pétrochimie et les exportations à plus forte valeur ajoutée, afin de renforcer la résilience de l'économie à moyen terme.



En 2024–2025, le secteur de l'électricité en Algérie a poursuivi une croissance soutenue, portée par des investissements importants dans les capacités de production afin de répondre à une demande structurellement croissante, notamment lors des pics estivaux. La production annuelle d'électricité dépasse désormais 96 TWh, contre environ 90 TWh en 2022, traduisant une montée en puissance continue du système électrique national.

Cette dynamique s'appuie principalement sur l'augmentation rapide de la puissance installée, qui est passée d'environ 25,5 GW en 2023 à près de 26 GW en 2024, avec un objectif de 27,3 GW dès l'été 2025, selon Sonelgaz. Plus de 1,1 GW de capacités nouvelles ont été ajoutées ou sont en cours de mise en service pour sécuriser l'approvisionnement et absorber des pointes de consommation dépassant désormais 20 000 MW.

Parallèlement, l'Algérie a engagé une accélération du programme solaire national. La première tranche de 3 200 MW photovoltaïques est en cours de déploiement sur plusieurs wilayas, complétée par le projet structurant de 2 000 MW piloté par Sonelgaz, réparti sur une quinzaine de centrales.

Malgré cette montée en puissance, la structure du mix électrique reste très déséquilibrée : le gaz naturel représente encore près de 99 % de la production d'électricité, tandis que les énergies renouvelables demeurent marginales en termes de production effective (moins de 1 % à ce stade), en raison du caractère récent des installations et de leur raccordement progressif au réseau.

Le marché de l'électricité continue ainsi d'afficher un taux de croissance annuel moyen estimé à 8,5 %, reflétant à la fois la hausse de la demande domestique et les investissements massifs dans les infrastructures de production et de transport.

À horizon 2030–2035, les autorités visent 37 % de capacité installée et 27 % de la production électrique d'origine renouvelable, avec un objectif de 15 000 MW solaires et une priorité donnée à l'industrialisation locale, au transfert technologique et à la réduction de la dépendance au gaz naturel, devenue un enjeu stratégique pour la soutenabilité du modèle énergétique national.

Numérique

Progression dans l'indice de développement des TIC (*ICT Development Index*)

Selon le classement de l'*ICT Development Index*, l'Algérie se positionne **au 47e rang mondial** en 2025, avec un score global de **86,1** sur 100. Elle figure parmi les pays africains en progression, mais reste encore en dessous de la moyenne continentale et mondiale. Son score témoigne d'un développement numérique modéré, avec des efforts pour améliorer l'accès et l'usage des TIC.

Dynamique du marché et infrastructures

- **Parc d'abonnés internet** : Fin 2025, le parc global des abonnés internet en Algérie atteint **près de 59 millions**, avec une majorité (88,71 %) d'abonnés à la téléphonie mobile, principalement via la 4G LTE. La croissance du parc est régulière (+7,47 % par rapport à 2024).
- **Infrastructures** : L'Algérie bénéficie d'un réseau mobile étendu, avec plus de 93 % de la population couverte par la 3G et la 4G LTE. La bande passante consommée en hausse (+10,29 % en data) indique une utilisation croissante des services numériques.
- **Data centers** : L'Algérie reste en retard par rapport à certains grands pays africains (Afrique du Sud, Nigeria, Kenya et Égypte), qui concentrent 46 % des data centers opérationnels sur le continent. Cependant, des initiatives pour renforcer l'infrastructure numérique sont en cours.

Initiatives et politiques de soutien

- **Soutien à l'innovation** : Le gouvernement algérien a supprimé diverses taxes pour encourager l'innovation numérique en 2025. Ces mesures visent à attirer des startups et à stimuler le secteur technologique.
- **Levée de fonds** : La startup algérienne Volz a levé un montant record en dinars pour conquérir le marché africain, illustrant la vitalité de l'écosystème startup local.

Classement et performance

- Selon le rapport de l'ITU, l'Algérie occupe le 47e rang mondial avec un score de 86,1. Elle se classe dans la catégorie UMI (*Upper Middle Income*), avec une progression notable par rapport aux années précédentes.
- La performance algérienne reste inférieure à la moyenne africaine et mondiale, mais elle montre des signes d'amélioration grâce à l'expansion de la couverture mobile, la croissance du trafic data, et les politiques de soutien à l'innovation.

Perspectives et défis

- **Défis** : L'Algérie doit continuer à renforcer ses infrastructures, notamment en data centers, à améliorer la digitalisation des services publics, et à développer ses compétences numériques. La digitalisation reste encore limitée dans certains secteurs clés.
- **Opportunités** : La suppression de taxes, le soutien à la startup et la croissance du parc d'abonnés mobiles indiquent une volonté politique forte pour accélérer la transformation numérique. La position stratégique de l'Algérie dans la région pourrait favoriser le développement de hubs technologiques.

En résumé

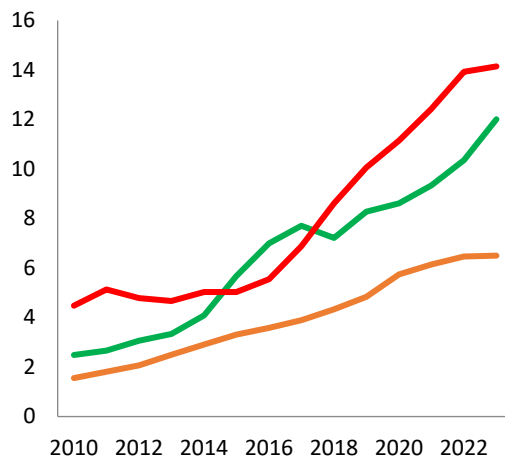
En 2025, l'Algérie affiche un score de **86,1** dans l'*ICT Development Index*, se plaçant au 47e rang mondial, dans la catégorie des pays à développement intermédiaire supérieur. Le pays connaît une croissance régulière de ses abonnés internet, surtout mobiles, et bénéficie d'un réseau mobile étendu. La politique de suppression de taxes et le dynamisme des startups, notamment avec la levée record de fonds par Volz, témoignent d'un secteur en pleine mutation. Cependant, des défis subsistent, notamment en infrastructure, compétences et couverture dans certains secteurs. La stratégie algérienne vise à renforcer son écosystème numérique pour atteindre une position plus compétitive en Afrique et dans le monde.

Dans le classement ICT 2025, 5 pays arabes figurent dans le top 10 :

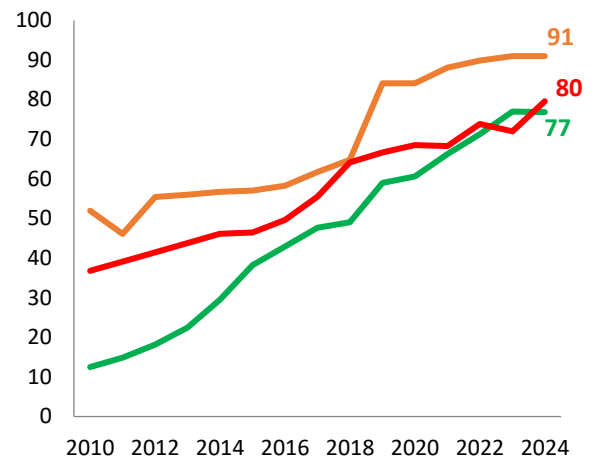
- L'Arabie Saoudite 1^{er}
- Kuwait 4^{ème}
- Qatar 5^{ème}
- Emirats Arabes Unis 6^{ème}
- Bahreïn 10^{ème}

Abonnements aux services d'accès haut débit sur ligne fixe (pour 100 habitants) (source Banque Mondiale)

Utilisateurs d'internet en % de la population (source Banque Mondiale et Tradings Economics)



— Algérie — Maroc — Tunisie



— Algérie — Maroc — Tunisie

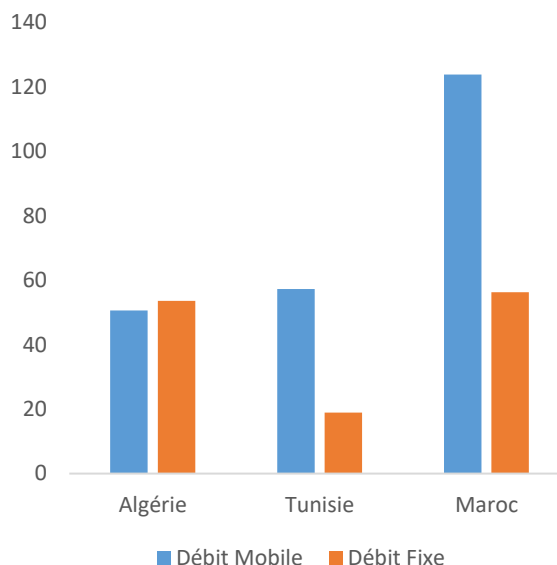
Depuis 2010, le secteur numérique en Algérie, au Maroc et en Tunisie a connu une croissance significative, mais avec des dynamiques différentes. L'Algérie a enregistré une progression régulière du nombre d'abonnements haut débit sur ligne fixe, passant de 2,49 pour 100 habitants en 2010 à environ 12,01 en 2023, selon les données disponibles. La croissance a été particulièrement soutenue après 2015, avec une augmentation notable du parc d'abonnés, notamment dans la fibre optique, qui a connu une forte expansion. En 2023, l'Algérie compte plus de 59 millions d'abonnés Internet, principalement via la téléphonie mobile (88,71 %), avec une consommation de bande passante en hausse constante, atteignant un pic de 5 390 Gbps au deuxième trimestre 2024. La pénétration d'Internet a également augmenté, avec un nombre d'utilisateurs passant de 8,6 millions en 2019 à plus de 12 millions en 2023. Comparativement, le Maroc et la Tunisie ont également connu une croissance notable, avec respectivement 6,5 et 14,14 millions d'utilisateurs en 2023. La Tunisie, en particulier, affiche une croissance rapide depuis 2010, avec une augmentation régulière du nombre d'utilisateurs, atteignant plus de 14 millions en 2023. Selon l'*ICT Development Index* de l'UIT, ces pays progressent dans leur classement mondial, mais l'Algérie reste encore en retrait par rapport à ses voisins en termes de pénétration et de qualité de connectivité.

La croissance en Algérie est soutenue par des investissements dans la fibre et le mobile, mais des défis subsistent, notamment en matière de couverture et de vitesse. La tendance générale montre une accélération de la digitalisation, avec une forte augmentation des abonnements et de la consommation de données, positionnant l'Algérie comme un acteur en pleine transition vers une économie numérique plus intégrée.

En termes de prix et en 2026, l'Algérie domine nettement les offres fibre optique avec des abonnements à 2200-2600 DZD (~12-14€) pour 60-240 Mbps (ex. Algérie Télécom Idoom Fibre, promos à 1999 DZD acquisition), soit ~2x moins cher que ses voisins grâce aux subventions étatiques. La Tunisie suit de près (55-100 TND ou ~16-29€ pour 100-500 Mbps chez Topnet/Orange), tandis que le Maroc est plus coûteux (200-350 Dhs ou ~18-32€ pour 100-1000 Mbps chez IAM/Orange), mais compense par des débits supérieurs et une couverture nationale étendue. Toutes ces offres basiques rendent la fibre accessible dans les trois pays maghrébins.

Débit internet

En Gbps (Gigabits par seconde) - (Source SpeedTest.net)



En décembre 2025, le Maroc se distingue par ses débits mobiles très élevés, avec une moyenne de 123,87 Gbps, ce qui le place en tête parmi les 105 pays, grâce à une infrastructure mobile avancée, notamment le déploiement de la 5G. La Tunisie affiche un débit mobile de 57,3 Gbps, tandis que l'Algérie présente un débit mobile de 50,65 Gbps, témoignant d'une croissance significative dans la région. Sur le plan fixe, le Maroc conserve une position de leader avec un débit de 56,27 Gbps, comparable à celui de l'Algérie (53,62 Gbps), mais la Tunisie reste nettement en retrait avec seulement 18,88 Gbps, ce qui reflète un retard dans le développement de ses infrastructures fixes. La forte croissance du débit fixe dans la région est soutenue par des investissements dans la fibre optique, notamment au Maroc, où plusieurs opérateurs mondiaux comme Orange jouent un rôle clé dans la modernisation des réseaux. La Tunisie et l'Algérie, quant à elles, s'appuient également sur des opérateurs internationaux pour renforcer leur couverture et leur qualité de service. La progression rapide du mobile, notamment grâce à la 5G, témoigne d'une transition vers des réseaux plus performants, tandis que le déploiement de la fibre optique reste un enjeu crucial pour améliorer la qualité du fixe. Ces tendances illustrent une région en pleine mutation numérique, où les investissements dans les infrastructures mobiles et fixes, soutenus par des opérateurs mondiaux, contribuent à réduire l'écart avec les pays leaders. La croissance du débit mobile dépasse largement celle du fixe, soulignant l'importance de la technologie mobile dans l'accès à internet, mais des disparités subsistent, notamment en matière de couverture et de qualité de service.

Investissements dans le numérique

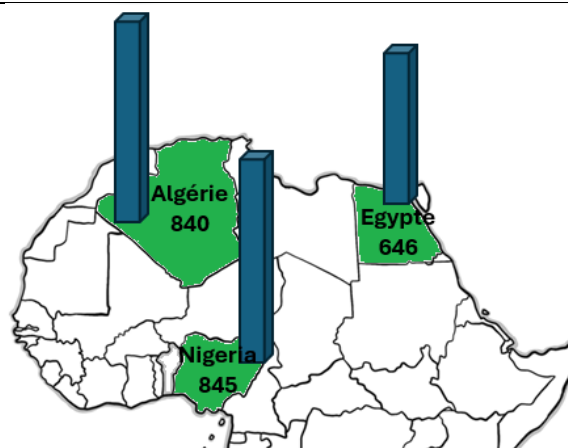
Les investissements numériques au Maghreb (2023-2025) confirment le leadership du Maroc avec 1,6 milliard USD d'IDE totaux en 2024 (selon la Conférence des Nations Unies pour le Commerce Et le Développement – CNUCED), alloués à des data centers phares comme le Maroc Datacenter (Casablanca, 10MW, opéré par N+ONE) et OCI (Rabat, cloud souverain). Selon Global Finance, le Royaume de Maroc est l'objet d'un boom des datacenters. La plupart sont opérés par des opérateurs télécoms, dont Maroc Telecom et Inwi, et des opérateurs, dont Medasys et N+One. Le Maroc a également investi dans une couverture fibre à 80% urbaine, ainsi que deux hubs émergent : Casablanca-Settat et Rabat-Salé-Kénitra.

L'Algérie accélère sur les 3 dernières années : 1,43 milliard USD d'IDE en 2024 (+18 % vs 2023, CNUCED), pour

- la fibre optique, avec 1,8 million de foyers connectés à la fibre début 2025, l'Algérie domine nettement le marché maghrébin en volume (le Maroc compte 990 000 connexions FTTH/B fin 2024, tandis que la Tunisie reste loin derrière avec seulement 99 000 foyers connectés)
- des data centers stratégiques lancés avec Huawei à Alger,
- un pilotes 5G à Oran
- et une stratégie IA 2024-2026 (50 000 talents visés d'ici 2027, grâce notamment à L'Ecole Nationale Supérieure d'Intelligence Artificielle)

La Tunisie suit à 772M USD d'IDE (2024, CNUCED), avec fibre Topnet (Tunis), fintech et 138 projets digitaux 2025-2026).

L'Algérie excelle en infrastructures étatiques souveraines, le Maroc en écosystèmes privés IA/cloud, la Tunisie en usages avancés.



Le secteur des startups en Afrique devrait connaître une croissance significative en 2026, avec une augmentation des investissements et de la création d'entreprises innovantes. On observe une croissance annuelle moyenne estimée à environ 15-20 % dans plusieurs pays. La fintech reste le secteur dominant, représentant près de 40 % des startups, suivie par la santé et l'agriculture :

- Le nombre total de startups en Afrique dépasse 3 000, avec une croissance annuelle de plus de 10 % ces dernières années.
- Les investissements dans les startups africaines ont atteint environ 2 milliards de dollars en 2023, en hausse de 25 % par rapport à l'année précédente.
- La majorité des startups sont concentrées dans les grandes villes comme Lagos, Le Caire, et Alger, où l'écosystème est le plus développé.

Top 3 des pays africains avec le plus grand nombre de startups :

- **Nigeria** : 845 startups, représentant environ 28 % du total africain, avec une croissance annuelle de 12 %.
- **Algérie** : 840 startups, soit près de 28 %, avec une croissance estimée à 15 % par an.
- **Égypte** : 646 startups, soit 21 %, avec une croissance annuelle de 18 %.

Les startups algériennes montrent une dynamique forte avec plus de 840 entreprises recensées. Parmi elles, Yassir, la plateforme de transport et de livraison, souvent comparée à Uber, connaît une croissance rapide, avec une expansion dans plusieurs pays africains.

- La startup Yassir, leader dans la mobilité, a levé plus de 20 millions de dollars en 2022 et opère dans plusieurs villes en Algérie, en Tunisie, et au Maroc.
- La startup Go Longli, spécialisée dans la logistique, a connu une croissance de 30 % en 2023, avec plus de 50 partenaires locaux.
- Le secteur fintech représente environ 25 % des startups algériennes, avec plusieurs nouvelles plateformes de paiement et de microcrédit.

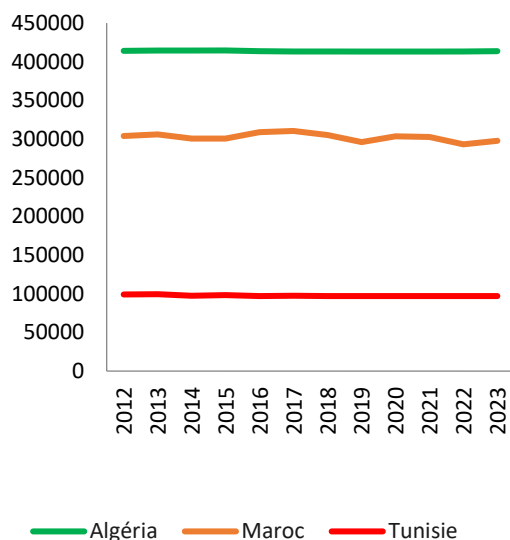
Plusieurs startups algériennes ont été primées, notamment :

- **Yassir**
 - **Prix de la meilleure startup lors du Africa Fintech Summit** (2021) : Yassir a été distinguée pour son innovation dans la mobilité et la livraison en Afrique.
 - **Sélection dans le programme "Techstars"** (2022) : un accélérateur international qui valorise les startups innovantes.
- **Eurl Smart**
 - **Prix de la meilleure startup dans le secteur de la santé lors du Salon International de l'Innovation et de la Technologie en Algérie** (2022) : pour ses solutions de télémédecine.
 - **Reconnaissance lors du "MedTech Innovation Forum"** (2023) : pour ses innovations en santé numérique.

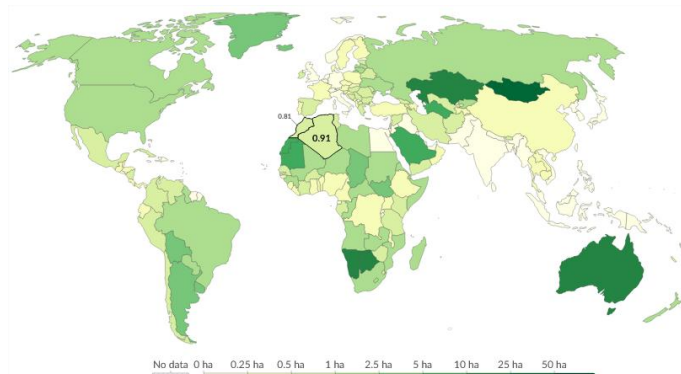
A noter également, La startup algérienne **VOLZ**, spécialisée dans les technologies du voyage, vient d'accomplir une première historique pour l'écosystème tech national. Lors de la conférence *African Startup Conference* à Alger (6-8 décembre 2025), l'entreprise a dévoilé une levée de fonds de 600 millions de dinars algériens, équivalant à environ 5 millions de dollars. Ce financement représente le plus important tour de table réalisé à ce jour par une startup algérienne en monnaie locale.

Agriculture

Terres agricoles en KM² (source Banque Mondiale)



Terres agricoles par habitant en Hectare (source Nations Unis / Our World in Data)



En 2025, le secteur agricole algérien a poursuivi une dynamique de transformation notable, soutenue par des politiques publiques volontaristes et des investissements structurants, notamment dans l'agriculture saharienne. Selon les données officielles de la Banque mondiale et du ministère de l'Agriculture, l'agriculture contribue désormais à environ 14 à 18 % du PIB national, selon le périmètre retenu (agriculture seule ou incluant certaines activités connexes), pour une valeur comprise entre 35 et 37 milliards de dollars, confirmant son rôle de deuxième pilier économique après les hydrocarbures.

Une Surface Agricole Utile importante mais profondément hétérogène

La Surface Agricole Utile (SAU) de l'Algérie est estimée à environ 8,5 millions d'hectares, sur un potentiel foncier global dépassant 42 millions d'hectares, selon la FAO et le ministère de l'Agriculture. Toutefois, cette SAU n'est pas de qualité homogène, un point central souvent sous-estimé dans l'analyse du potentiel agricole national.

La majorité des surfaces agricoles est située dans les zones steppiques et des Hauts Plateaux, caractérisées par une faible pluviométrie, des sols fragiles et une vocation principalement pastorale, adaptée à une activité d'élevage extensif à faible intensité plutôt qu'à l'agriculture intensive.

Les terres agricoles à fort potentiel agronomique, concentrées principalement dans les plaines du *Tell* et certaines oasis structurées, ne représentent qu'une fraction limitée de la SAU, estimée à environ 8,5 millions d'hectares réellement cultivables dans des conditions soutenables.

Ces terres de meilleure qualité sont de plus en plus menacées par :

- L'urbanisation rapide et souvent anarchique, qui se concentre précisément sur les plaines les plus fertiles du nord du pays ;
- La fragmentation du foncier agricole ;
- Et les effets conjugués du dérèglement climatique, notamment l'irrégularité croissante des précipitations et l'augmentation des phénomènes de sécheresse.

Expansion des exploitations et agriculture saharienne

Le Recensement Général de l'Agriculture (RGA) 2024 a recensé plus de 230 000 nouvelles exploitations agricoles par rapport à 2001, reflétant une dynamique d'extension et de mise en valeur de nouvelles terres, notamment dans les régions sahariennes. Cependant cette expansion est menacée par la rareté des ressources en eau, reposent quasi exclusivement sur l'exploitation des nappes phréatiques profondes, dont une large part est non renouvelable.

La contrainte majeure : la disponibilité de l'eau

La ressource en eau constitue aujourd'hui le principal facteur limitant du développement agricole en Algérie. Selon la FAO et les indicateurs AQUASTAT, l'Algérie est confrontée à un stress hydrique sévère, avec une disponibilité inférieure à 300 m³ par habitant et par an, la plaçant parmi les pays en pénurie hydrique structurelle.

L'agriculture concentre près de 60 à 70 % des prélèvements en eau, alors que seules environ 1,5 million d'hectares (≈17 % de la SAU) sont actuellement équipées en irrigation et les systèmes restent encore partiellement inefficients, malgré les progrès du goutte-à-goutte et de l'aspersion.

Dans le sud du pays, l'enjeu est encore plus critique : l'eau utilisée provient majoritairement de nappes fossiles, dont l'exploitation non maîtrisée pose un risque majeur de soutenabilité à moyen et long terme. Les institutions nationales et internationales convergent donc sur la nécessité impérieuse de moderniser les systèmes d'irrigation, d'améliorer la productivité de l'eau et de limiter les usages agricoles non stratégiques.

Sécurité alimentaire : situation relativement favorable mais fragile.

Sur le plan de la sécurité alimentaire, l'Algérie maintient une situation comparativement favorable au niveau régional. Selon l'Indice mondial de la faim 2024, environ 2,5 % de la population est exposée à l'insécurité alimentaire, un taux nettement inférieur à la moyenne du Maghreb et de l'Afrique du Nord.

Cependant, cette performance repose largement sur :

- Les subventions publiques ;
- Les importations massives de produits stratégiques (céréales, lait) ;
- Et une mobilisation croissante des ressources hydriques.

Ce qui rend le modèle vulnérable aux chocs climatiques, hydriques et budgétaires.

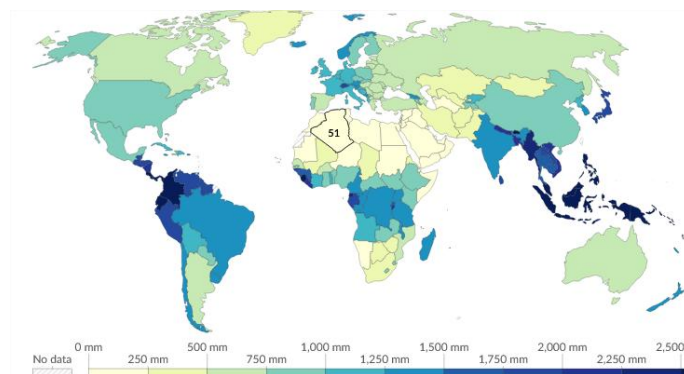
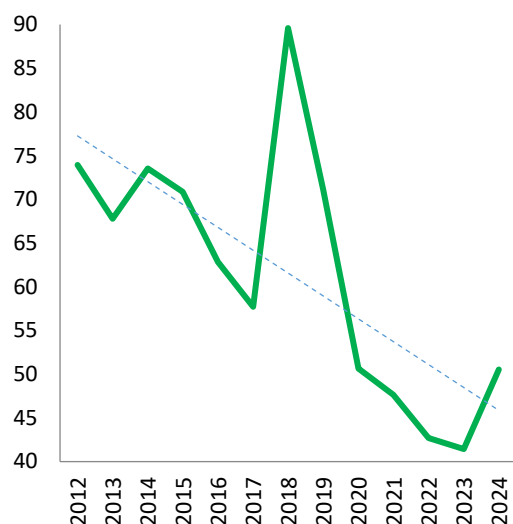
Dans ce contexte, les rapports de la FAO soulignent l'intérêt pour l'Algérie de renforcer la recherche agronomique, de promouvoir une agriculture plus résiliente, économe en eau et orientée vers des pratiques agroécologiques.

Soutiens publics et objectifs de production

Enfin, l'État a renforcé en 2024 les mesures de soutien au secteur : subventions sur les intrants, raccordement électrique des exploitations, facilitation administrative et programmes d'irrigation. Les objectifs affichés portent notamment sur 7,1 millions de tonnes de céréales, 6 millions de tonnes de pommes de terre et 4,8 milliards de litres de lait.

Toutefois, l'absence à ce stade de données consolidées et homogènes issues du RGA 2024 ne permet pas de conclure de manière définitive sur l'atteinte de ces cibles, soulignant l'importance d'un suivi statistique renforcé et transparent pour orienter les politiques agricoles futures.

Pluviométrie en mm (source Banque Mondiale)



Pluviométrie et ressources hydriques en Algérie (2024–2025)

En 2024, l'Algérie a été marquée par une forte variabilité des précipitations, caractéristique d'un régime climatique de plus en plus irrégulier, alternant épisodes pluvieux intenses et périodes de sécheresse prolongée. À l'échelle nationale, les précipitations annuelles moyennes se sont établies autour de 60 mm sur l'année 2024, un niveau inférieur à la moyenne historique de long terme (environ 85 mm), confirmant la tendance à la baisse observée ces dernières décennies.

En moyenne, les précipitations journalières sont restées faibles sur l'ensemble de l'année, de l'ordre de 1 mm par jour, un chiffre qui masque toutefois un contraste spatial très marqué, des régions nord (*Tell* et zones montagneuses) exposées à des épisodes courts mais intenses et le sud saharien, où les précipitations demeurent rares et très localisées.

Épisode pluvieux majeur de février 2024 :

Un épisode pluvieux significatif a été enregistré entre le 16 et le 18 février 2024, illustrant la tendance à une pluviométrie concentrée sur de courtes périodes, avec des cumuls élevés en quelques jours. Les données observées font état des cumuls suivants :

- Blida : 90 mm
- Yatafen : 60 mm
- Miliana – Médéa : 57 mm
- Bouira : 53 mm
- Tizi-Ouzou : 52 mm

Ces précipitations intenses ont provoqué des inondations localisées, notamment dans la wilaya de Jijel, où plusieurs quartiers ont été touchés par des crues d'oueds, nécessitant l'intervention de la Protection Civile et entraînant des dégâts matériels et agricoles.

Situation des barrages et évolution en 2025

Sur le plan des ressources hydriques, le taux moyen de remplissage des barrages au cours des premiers mois de 2024 s'établissait autour de 36,9 %, traduisant une légère amélioration par rapport aux années de sécheresse sévères, mais restant inférieur à la moyenne historique. Cette situation a connu une amélioration progressive en 2025, grâce aux précipitations enregistrées durant l'hiver 2024–2025. Selon le ministère des Ressources en eau et l'Agence Nationale des Barrages et Transferts (ANBT) : le taux de remplissage national a atteint 34,96 % en janvier 2025 puis environ 41 % en juin 2025, avec de fortes disparités régionales.

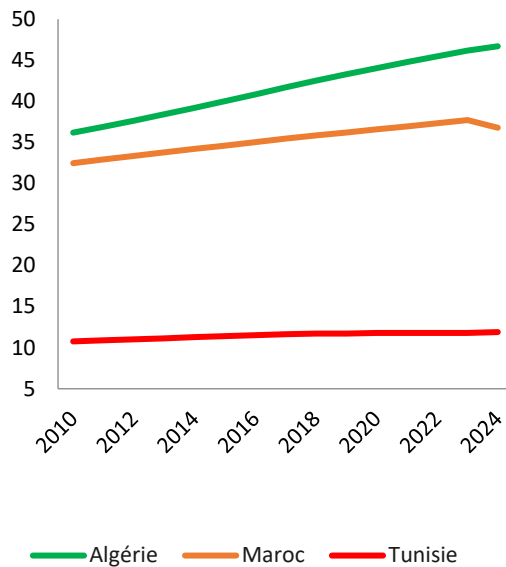
Ces évolutions confirment que, malgré des épisodes pluvieux ponctuellement abondants, la gestion de l'eau reste structurellement contrainte par :

- La concentration temporelle des pluies
- L'augmentation des événements extrêmes (inondations / sécheresses)

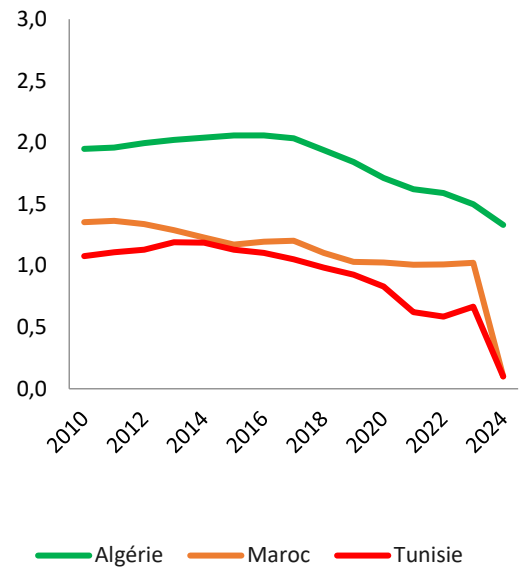
Une dépendance croissante aux infrastructures de stockage et de transfert dans un contexte de changement climatique.

Santé et population

Population en millions d'habitants (source Banque Mondiale)



Croissance de la population en % (source Banque Mondiale)



En 2025, la population de l'Algérie atteint environ 47,4 millions d'habitants, confirmant une croissance démographique continue depuis plus d'une décennie. Le graphique montre une progression régulière, plus rapide que celle du Maroc et très supérieure à celle de la Tunisie, traduisant un poids démographique croissant à l'échelle régionale.

Cette dynamique repose sur une population jeune et majoritairement urbaine, avec près de trois quarts des habitants concentrés dans les villes. Si cet atout peut constituer un levier de croissance, il représente surtout en l'état une pression structurelle sur l'emploi, le logement, les services publics et les finances de l'État, dans un contexte où la croissance économique reste peu inclusive et dépendante des hydrocarbures.

La démographie algérienne est aujourd'hui un facteur de risque autant qu'un potentiel. Sans transformation du modèle productif et création massive d'emplois, cette croissance nourrit le chômage, l'informalité et les tensions sociales. À moyen terme, la question n'est plus celle du nombre d'habitants, mais de la capacité de l'économie à absorber cette jeunesse et à transformer le dividende démographique en stabilité économique et politique.

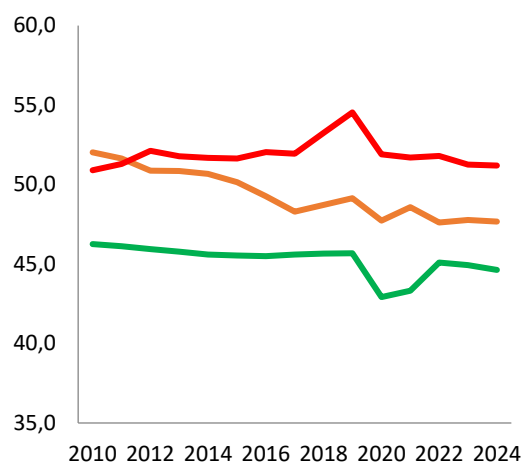
En 2025, la croissance démographique de l'Algérie ralentit progressivement, autour de 1,3 % par an, après un pic au milieu des années 2010. Le graphique montre une tendance baissière continue du taux de croissance, plus modérée que celle du Maroc et surtout de la Tunisie, mais désormais bien engagée.

Ce ralentissement traduit une transition démographique avancée : baisse de la natalité (moins de 900 000 naissances en 2023), allongement de l'espérance de vie et montée progressive du vieillissement. L'Algérie entre dans une phase intermédiaire où le dividende démographique existe encore, mais se réduit dans le temps, sans que le marché du travail ni les systèmes sociaux ne soient pleinement adaptés.

La démographie cesse d'être un moteur automatique de croissance. À court terme, la pression sur l'emploi des jeunes demeure élevée ; à moyen terme, le vieillissement pèsera sur les finances publiques, la santé et les retraites. Sans anticipation institutionnelle et sans montée en productivité, l'Algérie risque de subir la transition démographique au lieu d'en tirer un avantage économique durable.

Taux de participation à la population active

en % de la population totale de 15 à 64 ans (source Banque Mondiale)

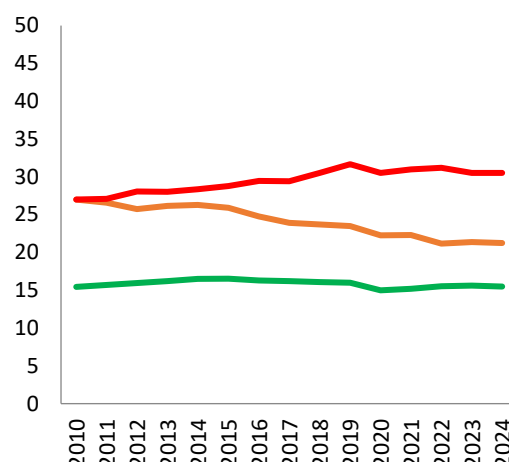


— Algérie — Maroc — Tunisie

En 2024, le taux de participation à la population active en Algérie atteint 44,6 %, un niveau durablement bas et relativement stable sur la période observée. Le graphique montre une participation inférieure à celle du Maroc et de la Tunisie, avec une légère dégradation autour de 2020 suivie d'un rattrapage partiel. Ce faible taux reflète une sous-mobilisation chronique du capital humain, en particulier des femmes, des jeunes et des travailleurs peu qualifiés. Les écarts de genre restent marqués, avec une participation masculine proche de 64 %, tandis qu'une large part de la population en âge de travailler demeure en dehors du marché formel, souvent absorbée par l'informalité ou l'inactivité. Dans un contexte de croissance démographique encore positive et de finances publiques contraintes, la faible participation constitue un verrou structurel de la croissance. Sans réformes du marché du travail, meilleure adéquation formation-emploi et intégration progressive de l'informel, l'Algérie continuera de supporter une charge sociale élevée avec une base productive insuffisamment mobilisée.

Taux de participation à la population active, femmes

en % de la population totale de 15 à 64 ans (source Banque Mondiale)

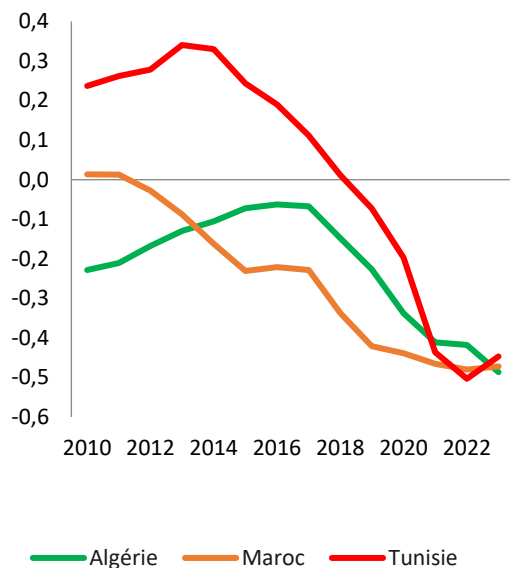


— Algérie — Maroc — Tunisie

En 2024–2025, le taux de participation des femmes au marché du travail en Algérie reste inférieur à 17 %, un niveau quasi stagnant depuis plus d'une décennie. Le graphique met en évidence un écart structurel avec le Maroc et, plus encore, avec la Tunisie, où la participation féminine est nettement plus élevée.

Cette sous-représentation ne s'explique pas par un déficit de capital humain, mais par un ensemble de freins institutionnels et sociaux : segmentation du marché du travail, inadéquation des emplois disponibles, contraintes familiales et faible accès aux services de garde. L'économie algérienne se prive ainsi d'un réservoir de compétences important, malgré des progrès significatifs en matière d'éducation féminine. La faible participation des femmes constitue un coût économique majeur et un frein à la croissance potentielle. Sans politiques publiques ciblées – emploi formel, entrepreneuriat féminin, services sociaux adaptés et évolution du cadre réglementaire – l'Algérie continuera de sous-exploiter son capital humain, aggravant la pression sur les finances publiques et limitant la dynamique de croissance.

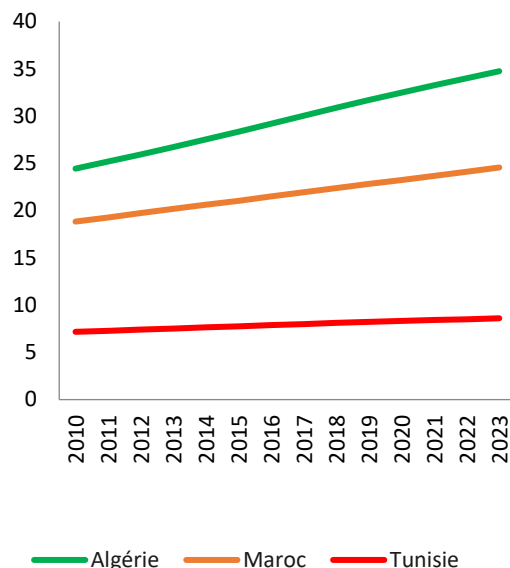
Croissance de la population rurale en % (source Banque Mondiale)



En 2025, la population rurale algérienne représente environ 24,7 % de la population totale ($\approx 11,5$ millions de personnes) et continue de reculer à un rythme proche de $-1,5$ % par an. Le graphique montre une contraction durable depuis plus d'une décennie, comparable à celle observée au Maroc et plus marquée que dans les années récentes en Tunisie.

Ce déclin traduit un exode rural structurel, alimenté par la faiblesse des revenus agricoles, un accès limité aux services publics et une dégradation progressive des ressources naturelles. Les zones rurales jouent de moins en moins leur rôle économique et social, devenant des territoires de départ plutôt que de production, ce qui accentue la pression démographique et sociale sur les villes. La contraction continue de la population rurale constitue un déséquilibre territorial majeur. Sans stratégie cohérente de revitalisation – modernisation agricole, infrastructures, emplois locaux et entrepreneuriat rural – l'Algérie risque d'aggraver la dépendance alimentaire, l'urbanisation désordonnée et les inégalités régionales. Le défi n'est pas de freiner la mobilité, mais de rendre les territoires ruraux économiquement viables et attractifs.

Population urbaine en millions d'habitants (source Banque Mondiale)

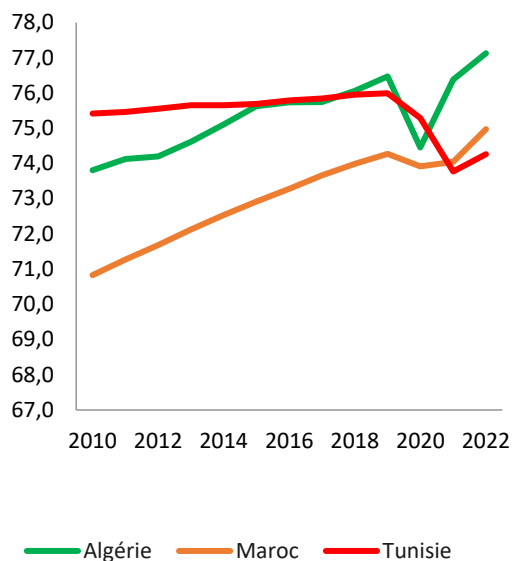


En 2025, la population urbaine algérienne atteint environ 35,3 millions d'habitants, soit 74,4 % de la population totale. Le graphique montre une progression continue depuis 2010, plus rapide que celle observée au Maroc et très supérieure à celle de la Tunisie, confirmant une urbanisation soutenue et durable.

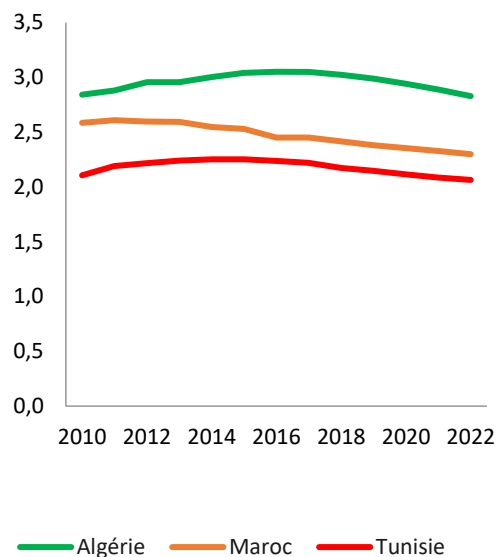
Cette dynamique résulte principalement d'un exode rural structurel et d'une concentration croissante des activités économiques et des services dans les grandes agglomérations. Si l'urbanisation peut soutenir la productivité et l'accès aux services, elle exerce en l'état une pression croissante sur les infrastructures urbaines, le logement, les transports et les finances locales, dans un cadre de planification encore insuffisant.

L'urbanisation rapide constitue à la fois un risque systémique et une opportunité. Sans politiques d'aménagement anticipatives, elle alimente la congestion, l'habitat informel et les inégalités territoriales. À l'inverse, une gouvernance urbaine renforcée peut transformer les villes en moteurs de croissance, d'emploi et de cohésion sociale.

Espérance de vie en années (source Banque Mondiale)



Taux de fertilité en naissances par femme (source Banque Mondiale)



En 2025, l'espérance de vie à la naissance en Algérie atteint environ 77,5 ans, en hausse continue depuis 2010. Le graphique montre un rattrapage progressif et une convergence avec les niveaux observés au Maroc et en Tunisie, malgré un léger choc temporaire autour de 2020. L'écart entre les sexes demeure marqué, avec 81 ans pour les femmes contre 74 ans pour les hommes.

Cette amélioration reflète les progrès de la santé publique (vaccination, mortalité infantile, accès aux soins de base), mais elle s'accompagne d'une transition épidémiologique rapide. Les maladies chroniques liées au vieillissement et aux modes de vie prennent le relais des pathologies infectieuses, tandis que les disparités territoriales d'accès aux soins persistent entre zones urbaines et rurales.

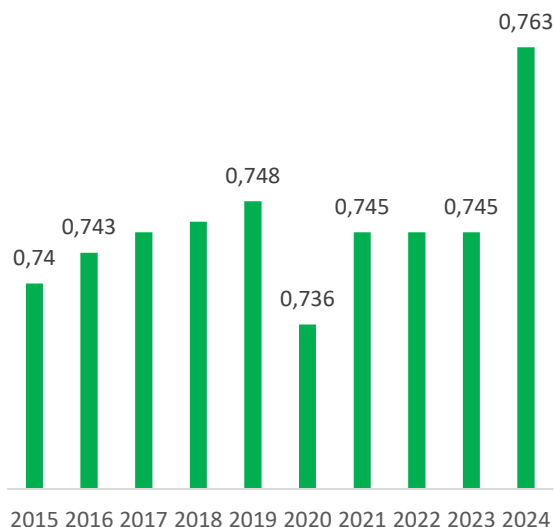
L'allongement de la durée de vie constitue un succès sanitaire, mais aussi un défi budgétaire et institutionnel. Sans adaptation du système de santé, de la prévention et des politiques sociales, le vieillissement pèsera sur les dépenses publiques et la productivité. Le véritable enjeu n'est plus de vivre plus longtemps, mais de vieillir en bonne santé dans un système soutenable.

En 2025, le taux de fertilité en Algérie s'établit à 2,71 enfants par femme, en baisse continue depuis le pic de 2016-2017 ($\approx 3,1$). Le graphique confirme une tendance structurelle au recul, similaire à celle observée au Maroc et en Tunisie, bien que l'Algérie demeure au-dessus du seuil de renouvellement des générations ($\approx 2,1$).

Cette évolution reflète une transition démographique avancée : urbanisation rapide, élévation du niveau d'éducation, coûts croissants du logement et de la vie, et transformation des comportements familiaux. Le recul de la fécondité n'est donc pas conjoncturel, mais le produit de changements sociaux profonds, encore peu intégrés dans la planification des politiques publiques.

À moyen terme, la baisse de la fertilité réduira la pression démographique, mais elle prépare aussi un vieillissement accéléré de la population. Sans anticipation en matière d'emploi, de protection sociale et de productivité, l'Algérie risque de voir se refermer rapidement sa fenêtre démographique. L'enjeu n'est pas d'inverser la tendance, mais de s'adapter à une nouvelle structure de population.

Indice de développement humain (source Human Development Report)

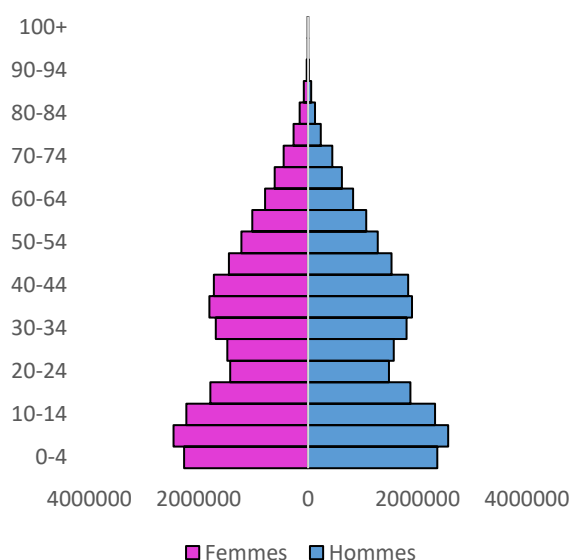


En 2024, l'IDH de l'Algérie atteint 0,763, en nette hausse par rapport à 0,745 en 2023, marquant un rattrapage rapide après le recul observé en 2020. Le graphique confirme une tendance haussière structurelle, plaçant l'Algérie dans la catégorie des pays à haut développement humain, au-dessus de

la moyenne mondiale. Cette progression reflète des acquis sociaux solides : amélioration continue de l'espérance de vie, accès quasi universel à l'éducation de base et alphabétisation élevée. Le modèle algérien privilégie clairement la redistribution sociale et l'investissement public dans le capital humain, ce qui explique la résilience de l'IDH malgré les chocs économiques.

Le principal défi n'est plus l'accès aux services essentiels, mais leur qualité et leur traduction en opportunités économiques. Sans réduction des inégalités, amélioration de l'employabilité et diversification productive, la progression de l'IDH risque de plafonner, déconnectée de la création de richesse et de l'emploi. Le passage d'un développement social administré à un développement économiquement soutenable constitue désormais l'enjeu central.

Pyramide des âges (source *Human Development Report*)



En 2025, la pyramide des âges de l'Algérie confirme une transition démographique avancée. La population reste jeune, avec environ 27 % de moins de 15 ans, mais cette base se rétrécit progressivement. La population en âge de travailler (15–59 ans) représente près de 63 %, tandis que la part des 60 ans et plus approche 10 %, en hausse continue. Cette structure traduit la fin progressive du modèle démographique expansif. L'Algérie dispose encore d'un réservoir important de population active, mais la fenêtre du dividende démographique se réduit dans le temps, dans un contexte où le marché du travail reste incapable d'absorber pleinement cette main-d'œuvre. Parallèlement, le vieillissement commence à peser sur les systèmes de santé et de protection sociale, encore peu préparés. L'enjeu n'est plus d'accompagner une croissance démographique rapide, mais de gérer un basculement structurel. Sans création massive d'emplois productifs, réforme des retraites et adaptation du système de santé, l'Algérie risque de cumuler chômage persistant et vieillissement accéléré, un scénario coûteux économiquement et socialement.

Le Bulletin Economique Algérien

Editeur

Le Conseil Scientifique de Jil Jadid

Principaux contributeurs



Mouloud Izem
Président de la Commission Economie



Kamal Bendimred
Membre du Conseil Scientifique



Yassine Mami
Secrétaire du Conseil Scientifique